

# LES PRINCIPAUX DÉFIS DE LA PAC

## Table des matières

La nouvelle PAC peine à trouver de nouveaux marchés pour l'agriculture de l'UE..... 1

Les agriculteurs français jugent la PAC impuissante face à la crise du secteur ..... 3

Les agriculteurs espagnols misent sur la PAC pour gagner en compétitivité..... 4

«Le paquet d'aide ne doit pas introduire des quotas laitiers indirects»..... 6

La PAC doit encourager l'agriculture intelligente..... 7



Avec le soutien de



## La nouvelle PAC peine à trouver de nouveaux marchés pour l'agriculture de l'UE

Le commissaire de l'agriculture, Phil Hogan, a déjà tenté de conclure différents accords commerciaux avec des pays en dehors de l'Europe pour stimuler les exportations du bloc. En février, il s'est rendu en Colombie et au Mexique. En avril, il s'est ensuite rendu en Chine et au Japon. Le commissaire prévoit ensuite de se rendre en Indonésie et au Vietnam cet automne.

Sévèrement affecté par l'embargo russe et le ralentissement de la demande chinoise sur les deux dernières années, le marché agricole européen connaît une situation difficile.

La Commission européenne tente de trouver de nouveaux marchés pour les produits agricoles européens, mais elle doit également stabiliser le marché intérieur, qui souffre d'une chute sensible des prix.

Avec l'embargo russe, la pression est énorme sur les marchés agricoles, déjà en difficultés, de l'UE. Le commerce entre la Russie et l'UE a baissé de plus 163,4 milliards d'euros entre 2013 et 2015 et les agriculteurs européens, ainsi que les coopératives agricoles, ont perdu leur marché principal, équivalant à 5,5 milliards d'euros.

La nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) pour 2014-2020 fait donc face à un double défi : stabiliser les marchés agricoles européens sur le court terme et, parallèlement, trouver de nouvelles possibilités d'exportations pour le moyen terme.

### Des initiatives diplomatiques

Le commissaire à l'agriculture, Phil Hogan, a déjà tenté de conclure différents accords commerciaux avec des pays en dehors de l'Europe pour stimuler les exportations du bloc. En février, il s'est rendu en Colombie et au Mexique. En avril, il s'est ensuite rendu en Chine et au Japon. Le commissaire prévoit ensuite de se rendre en Indonésie et au Vietnam cet automne.

Des visites supplémentaires seraient « sérieusement envisagées » pour l'année prochaine.

« Une délégation de représentants des entreprises agroalimentaires européennes m'a accompagné dans chaque mission [...] pour rencontrer leurs collègues et commencer à établir des relations qui encourageront le commerce », a expliqué récemment Phil Hogan lors du discours qu'il a tenu de la Conférence de l'Association des agriculteurs allemands à Hanovre.

Selon lui, la philosophie européenne, orientée vers l'exportation, a nettement contribué à promouvoir les produits du bloc. Les exportations agroalimentaires équivalent actuellement 120 milliards d'euros annuellement, plaçant l'UE en

Suite de la page 1

tête des ventes mondiales de denrées alimentaires.

Les cinq pays dans lesquels les exportations des 28 ont le plus de succès sont les États-Unis, la Chine, la Suisse, la Russie et le Japon.

Selon un rapport de l'UE, les États-Unis s'imposent clairement comme le plus grand partenaire commercial du bloc, représentant 15 % du total des exportations et de la croissance. En 2015, les ventes aux États-Unis ont encore augmenté de 19 %. Cependant, la croissance l'augmentation la plus fulgurante a été enregistrée en Chine (+39 %).

Alors qu'en 2014, la croissance semblait se stabiliser, avec une augmentation de 2 % seulement, les exportations en 2015 ont connu une montée en flèche. En effet, leur valeur a augmenté de 3 milliards d'euros, atteignant ainsi les 10 milliards.

Toutefois, les agriculteurs européens affirment que la PAC actuelle n'est pas suffisante pour faire face à la crise actuelle sur les marchés agricoles.

### La PAC n'est « pas efficace »

L'association paneuropéenne des agriculteurs Copa-Cogeca a affirmé que la recherche de nouveaux marchés était certes une priorité, mais elle « prend du temps ».

Le secrétaire général de la Copa-Cogeca, Pekka Pesonen, a souligné que, malgré l'augmentation de 5,7 % des exportations agricoles européennes en 2015, les agriculteurs devraient bénéficier davantage de ce profit. « La présidence slovaque a présenté le renforcement de la position des agriculteurs dans la chaîne alimentaire comme une priorité », a-t-il ajouté.

Il a d'ailleurs fait remarquer qu'il était nécessaire d'établir des contrats écrits entre les producteurs, les transformateurs et les vendeurs pour garantir un prix équitable aux agriculteurs pour leur production et un paiement

dans les temps.

Pekka Pesonen a également déclaré que les agriculteurs européens avaient besoin d'un cadre réglementaire à l'échelle européenne pour que les opérateurs soient sanctionnés s'ils ne respectent pas la loi.

« Nous avons déjà initié les discussions pour la PAC post-2020 pour nous assurer que le secteur agricole s'améliorera à l'avenir et sera en mesure de répondre aux crises. L'actuelle PAC n'a pas les outils suffisants pour le garantir. Nous devons développer les outils pour aider les agriculteurs à mieux gérer les risques de marchés de plus en plus volatils », a expliqué le secrétaire général.

### Le Sud est plus « intéressé »

Outre l'« encouragement diplomatique », la Commission a également lancé une campagne promotionnelle pour les produits européens, avec environ 111 millions d'euros mis à disposition dans le budget 2016.

L'idée est de stimuler la compétitivité du secteur agroalimentaire au sein de l'UE et d'encourager la croissance des aliments européens de qualité à l'échelle mondiale, dans la mesure où près de 70 % du budget est prévu pour les pays tiers.

L'Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) doit approuver et mettre en application les propositions. Les résultats devraient être publiés fin septembre.

Le nombre de soumissions serait largement plus important que le budget disponible. Environ 228 propositions ont déjà été soumises par 25 États membres. L'Europe méridionale se montre la plus intéressée.

L'Italie et la Grèce ont respectivement fait 45 et 41 propositions. La France en a 27. La Suède, le Luxembourg et Malte n'en ont pas soumis et l'Allemagne en fait très peu, malgré la taille de son marché.

« Malheureusement, l'Allemagne

s'est montrée réticente, avec seulement trois propositions à l'heure actuelle. Elle avait déjà un programme très modeste pendant le régime précédent », a déploré Phil Hogan.

### La crise laitière et la demande mondiale

L'abolition des quotas de production en avril 2015, associée à l'embargo russe et la baisse de la demande chinoise ont provoqué une chute des prix sur les produits laitiers.

Le 18 juillet, la Commission a annoncé l'adoption d'un nouveau paquet d'aide, d'une valeur de 500 millions d'euros, pour résoudre la crise inédite dans les secteurs des produits laitiers et de l'élevage au sein de l'UE. Le paquet se concentre plus sur l'approvisionnement en proposant des compensations aux agriculteurs pour la réduction des volumes de production.

« Malgré l'engagement de trouver de nouveaux marchés et des données encourageantes, les possibilités pour augmenter la demande sont limitées. Il faut donc une plus grande focalisation sur l'approvisionnement », a maintenu Phil Hogan, rappelant que les dernières informations disponibles sur les prix fournies par l'observatoire du marché du lait montraient qu'en juin, le prix moyen du lait était toujours très bas (27,4 c/kg).

Le représentant agricole de l'UE a également cité les experts de l'observatoire pour montrer que les marchés fondamentaux n'ont pas réellement changé et qu'il est encore nécessaire de rééquilibrer l'offre et la demande.

L'exécutif a exclu la réintroduction de quotas sur le lait, même temporairement dans la mesure où ce n'est « pas une option, d'un point de vue politique, et impossible d'un point de vue légal ».

### Des débats houleux en Allemagne

À Berlin, la politique agricole est

Suite à la page 3

Suite de la page 2

dominée par la crise du lait depuis des mois. Les prix sont au plus bas et de plus en plus d'agriculteurs craignent de ne plus pouvoir vivre de leurs revenus. En avril, le prix moyen de la production de lait en Allemagne de 25,28 centimes, ce qui couvre moins des deux tiers des coûts de production qui équivalent plus

de 44,60 centimes par kilogramme de lait.

Cependant, le ministre de l'Agriculture Christian Schmidt partage la vision de Phil Hogan concernant l'impossibilité de rétablir les quotas sur le lait. Il pense en effet que si les agriculteurs ne réduisent pas la production du lait volontairement, ils ne devraient pas demander de l'aide financière de la part de l'UE. Cependant,

de nombreux agriculteurs allemands ont critiqué ce rapprochement entre le versement des aides européennes et la crise du lait, et appellent le gouvernement à leur distribuer directement le paquet d'aide approuvé par le Conseil « Agriculture et pêche ».

## Les agriculteurs français jugent la PAC impuissante face à la crise du secteur

Face à la triple crise que traversent les agriculteurs français – laitière, bovine et porcine – la nouvelle politique agricole commune (PAC) ne parvient pas à fournir des réponses suffisantes. Mais demeure indispensable pour les éleveurs.

Depuis la fin des quotas laitiers en avril 2015 et l'embargo russe, l'agriculture française traverse une dure crise. Que peine à endiguer la politique agricole commune.

En difficulté depuis plusieurs années, la filière porcine française a vu sa situation s'aggraver avec l'embargo russe. Du côté des éleveurs de bovins, les prix ne couvrent guère les coûts de production. Quant aux producteurs laitiers, la fin des quotas en 2015 a exacerbé une crise de surproduction déjà existante.

Face à cette conjoncture, la France agricole n'a cessé de réclamer des mesures exceptionnelles de la part de Bruxelles et du commissaire Phil Hogan, plus enclin à la recherche de nouveaux débouchés commerciaux hors de l'Europe qu'à l'intervention directe des pouvoirs publics.

Le 18 juillet, la Commission a



En France, les éleveurs de vaches allaitantes sont très dépendants de la PAC.

cependant donné son feu vert pour débloquer une nouvelle enveloppe de soutien au secteur laitier, notamment. « Je me félicite de l'octroi par la Commission européenne d'une enveloppe conséquente, en cohérence avec les demandes insistantes de la France depuis des mois » s'est félicité le ministre de l'Agriculture français, Stéphane Le Foll.

Pour les agriculteurs français, ces mesures d'urgence sont les bienvenues, mais sont aussi le signe d'une difficulté de la politique agricole commune à faire face aux faiblesses du secteur.

### Différence de vision

« Avec les fluctuations actuelles des cours, nous savons que le dispositif de la PAC n'est pas suffisant », explique Claude Cochonneau, vice-président des chambres d'agriculture France.

La philosophie de la PAC actuelle, qui couvre la période 2014-2020 est davantage tournée vers les marchés à l'export. « Mais en France, il y a une vraie sensibilité pour occuper le marché local.

Sur la question de la capacité exportatrice de l'UE, les avis sont plus partagés » explique le vice-président. « On pourrait imaginer qu'à l'avenir la PAC fasse un peu plus pour les agriculteurs qui se positionnent sur le marché local ».

Les désaccords sur la PAC relèvent d'une vision radicalement différente entre Bruxelles et une partie du milieu rural français. « L'Europe a une velléité libérale », reconnaît Claude Cochonneau. Loin d'être partagée par la profession. « L'idée que le marché régule, on a bien vu ce que ça donnait » poursuit-il.

### Complexité

De fait, la mise en place de la nouvelle PAC ne s'est pas faite sans heurts. En 2015, le gouvernement français avait accordé un délai supplémentaire aux 360.000 exploitations françaises pour remplir leur déclaration de politique agricole commune.

La complexité de la nouvelle procédure ayant entraîné des retards

Suite à la page 4



Suite de la page 3

dans les déclarations. Cette année, les déclarations se sont faites plus facilement, mais la complexité demeure un véritable défi pour les agriculteurs français, notamment sur les mesures de verdissement.

« Cette PAC, contrairement à l'objectif affiché, n'est pas simple » affirme Thierry Fellmann des chambres d'agriculture. « Les nouvelles obligations en matière de verdissement crée une certaine complexité pour les agriculteurs ».

Pour autant, les aides européennes représentent la majeure partie des revenus des agriculteurs français. « En France et dans d'autres pays en Europe, 80 à 90 % du revenu d'un agriculteur provient des aides. Pour les éleveurs de vaches allaitantes, cette proportion peut monter jusqu'à 150 voire 160 % du revenu » explique Thierry Fellmann.

### L'Europe qui assure ?

Les différences de visions devraient d'ailleurs être au cœur de la nouvelle réforme de la PAC. À Bruxelles, la question sur l'opportunité de continuer à consacrer 38 % du budget de l'Union aux aides agricoles est ouverte.

« On sent bien que pour légitimer la PAC après 2020, il va falloir trouver de nouveaux arguments » reconnaît Claude Cochonneau.

Autre piste de réforme, consacrer une partie des aides européennes à l'assurance contre les aléas climatiques ou de marché, facteur de crises agricoles à répétition. Un modèle qui a déjà fait ses preuves au Canada.

Mais pour encourager les agriculteurs à se lancer dans de nouveau type de culture et à investir, il faudrait consacrer près « d'un tiers du budget de la PAC à l'assurance » explique M. Cochonneau.

Pour l'instant, la part des aides agricoles européenne consacrée à l'assurance face aux risques climatiques ne s'élève qu'à 2 % du budget global de la politique agricole.

## Les agriculteurs espagnols misent sur la PAC pour gagner en compétitivité

La réduction des procédures administratives et le renforcement des mesures environnementales sont en bonne route dans la nouvelle PAC. Mais pour rendre profitable et durable l'agriculture européenne, elle devra être réformée.



Spanish farmers see the new CAP as a big challenge. [Stéphane M. Grueso / Flickr]

Selon les agriculteurs espagnols, la nouvelle Politique agricole commune (PAC) représente un défi important : il faut à la fois fournir un cadre plus efficace et plus dynamique aux agriculteurs pour qu'ils puissent mieux gérer le marché et faire face aux crises comme l'embargo russe et la fin des quotas sur le lait. La nouvelle PAC pourrait également être un bon outil pour gérer la volatilité des prix et augmenter la compétitivité du secteur agroalimentaire de l'UE, ont-ils souligné.

### Le poids administratif

La simplification de l'administration et de la bureaucratie sont des sujets majeurs de la nouvelle PAC. En réduisant les démarches administratives, les agriculteurs pourraient se conformer plus facilement aux exigences de « verdissement » de la PAC, ainsi qu'aux nouvelles normes des accords commerciaux entre l'UE et les pays tiers pour optimiser le modèle de production européen.

Les agriculteurs espagnols pensent que la PAC pourrait également aider à pénétrer de nouveaux marchés et contribuer à la procédure de recalibrage du secteur alimentaire pour le rendre plus compétitif.

### Les réformes structurelles et les coopératives au premier plan

Gabriel Trenzado, directeur des relations internationales de Cooperativas Agro-Alimentarias (coopératives agroalimentaires) a confié à EurActiv qu'un « débat ouvert » serait lancé sur les besoins de l'UE en termes d'outils sur le marché local pour mieux maîtriser la volatilité des prix.

Suite à la page 5

Suite de la page 4

« Nous pensons que la PAC devrait se concentrer sur les réformes structurelles », a-t-il expliqué, ajoutant que l'objectif serait de concentrer le secteur. « Le secteur agricole devrait être plus équilibré pour qu'il soit rentable », a-t-il souligné.

Selon le directeur des relations internationales, il est important d'établir un environnement stable d'ici 2020. Une simplification administrative, mais pas politique, de la PAC serait également nécessaire.

« Cependant, la réduction des démarches administratives ne doit pas devenir un prétexte pour mettre en oeuvre une réforme prématurée », a-t-il averti, revendiquant que l'UE devrait chercher des nouveaux marchés et construire un « accord significatif pour le secteur agricole ».

Il a précisé qu'il serait essentiel d'encourager la concentration et l'organisation économique du secteur de la production. Pour que cette initiative fonctionne, il met cependant en évidence le rôle crucial des coopératives. Or, en Espagne, celles-ci ont actuellement un problème structurel majeur. Si elles sont assez importantes, elles ont des chances de faire face à la compétition sur les marchés, mais les coopératives plus petites se heurtent à de nombreux obstacles.

Ignacio López, directeur des relations internationales de l'association des jeunes agriculteurs (ASAJA) a expliqué que les deux défis importants

à venir seraient de « se concentrer sur le secteur de la production pour qu'il soit plus rentable et visible dans la chaîne agroalimentaire et lutter contre la volatilité du marché ».

### « L'UE n'était pas prête »

Il souligne d'ailleurs que l'embargo russe avait révélé « l'énorme dépendance » de l'UE aux fluctuations du marché. « Il est crucial que la PAC prévoit des mécanismes de régulation du marché et des profits en cas de crise inattendue », a-t-il renchéri. « La libéralisation et la dérégularisation des procédures sur les marchés ont eu un impact important, mais l'UE n'était pas en mesure de répondre rapidement et de façon adéquate. »

Le secteur agricole espagnol est parvenu à remplir les conditions de verdissement de la PAC avec succès, toutefois, selon Ignacio López, il est possible d'en faire plus en simplifiant les mesures. Ce serait seulement « un ajustement, et non une réforme ».

### Une régulation des marchés et des subventions

Miguel Blanco, le secrétaire général de la COAG, qui représente de nombreuses associations d'agriculteurs en Espagne, a insisté sur le fait que les PAC actuelle et à venir devraient se concentrer sur les mesures de régulation du marché.

« La PAC devrait reprendre des

politiques qui définissent de nouveaux critères de qualité et de sécurité alimentaire, ainsi que la protection de l'environnement », a-t-il estimé, précisant qu'une politique de subvention sans régulation des marchés ne pourrait être qu'une « solution temporaire ».

Pour la COAG, la bureaucratie de la PAC 2014-2020 est particulièrement contraignante. Ainsi, la réduction des démarches administratives représente la clé pour « simplifier la gestion du contrôle et des exigences des agriculteurs ».

### « Le verdissement devrait être révisé »

L'union des petits agriculteurs et éleveurs espagnols (Unión de Pequeños Agricultores y Ganaderos, UPA) estime que les conditions actuelles de verdissement devraient être revues, dans la mesure où elles ne correspondent pas à la situation de l'Espagne concernant la jachère, les proportions ou la diversification.

« Il serait pertinent de réviser les limites pour les mesures de « soutien couplé », car elles représentent un outil idéal pour faire face aux crises locales », a déclaré un porte-parole de l'UPA. Le porte-parole de l'UPA a également souligné que l'embargo russe avait mis en évidence l'importance de l'ouverture de nouveaux marchés pour l'UE et a dévoilé la faiblesse et la vulnérabilité du secteur agricole européen face aux décisions politiques extérieures.

## INTERVIEW

## «Le paquet d'aide ne doit pas introduire des quotas laitiers indirects»

Le paquet d'aide prévu par l'UE ne sera utile aux producteurs de lait que s'il n'est pas conditionné par une réduction des quantités, avertit Bernhard Krüsken du syndicat agricole allemand Deutscher Bauernverband.

*Bernhard Krüsken est agronome et le secrétaire général du Deutscher Bauernverband (DBV), le syndicat agricole le plus important en Allemagne.*

**Le conseil des ministres de l'Agriculture a décidé, le 18 juillet, d'accorder entre autres un paquet d'aide aux agriculteurs du secteur laitier. 150 millions d'euros ont également été prévus pour encourager la réduction de la production du lait. Qu'en pensez-vous ?**

Sur le principe, nous ne critiquons pas le paquet d'aide. L'idée est bonne. La véritable question est la suivante : s'agit-il seulement d'un geste politique dont les agriculteurs ne bénéficieront que trop tard ? Il est déjà possible de prédire que ces fonds n'aideront pas les entreprises actives. Cet argent ne reviendra qu'aux entreprises qui ont déjà prévu de quitter la production.

**Les États membres devraient recevoir 350 millions d'euros supplémentaires dont ils pourront disposer librement. La combinaison de ressources et d'une réduction de la production du lait est-elle pertinente ?**



*Falling milk prices have put the very existence of many farms across Europe in doubt. [USDA/Flickr]*

Pour une entreprise active, ces aides représentent un mauvais calcul. Il s'agit à présent de survivre à la crise, et non d'introduire des quotas indirects. C'est pourquoi l'aide devrait se concentrer sur les entreprises qui veulent produire. La réduction des quantités ne devrait pas être une condition.

**Que doit faire le gouvernement allemand pour que les aides financières soient directement attribuées aux producteurs de lait ?**

La loi sur les aides d'État est sans appel à ce propos. Un producteur ne peut se voir attribuer une aide financière que si les autorités se sont assurées qu'il respecte toutes les conditions, dans notre cas la réduction des quantités. Cependant, les procédures en sont fortement retardées et le versement pourrait avoir lieu seulement en 2017. Les entreprises doivent cependant maintenir leurs liquidités. Nous estimons donc que peu d'entreprises participeront. Nous souhaitons également que le gouvernement allemand agisse intelligemment pour qu'il n'y ait pas de retard. Cependant, les négociations n'ont pas encore été entreprises.

**La majorité des experts pensent que la situation actuelle est principalement due à la chute de la demande chinoise et russe. Êtes-vous de cet avis ?**

Je ne sais pas quels autres facteurs auraient provoqué la crise. Ces dernières semaines, la traite a baissé de 3% comparé à il y a deux ans. C'est une preuve qu'il ne faut pas seulement se concentrer sur l'offre, mais aussi prendre en considération la demande et les marchés. La demande a baissé sur les marchés, et naturellement les prix ont chuté.

**D'après vous, quelles seront les conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'UE sur l'économie agricole européenne ?**

Bien que la Grande-Bretagne représente un marché important pour les exportations de lait et de viande allemandes, nous ne prévoyons pas d'importants changements dans un futur proche. Jusqu'à ce que la procédure du Brexit soit achevée, ce qui devrait encore durer quelques temps, les Britanniques font encore partie du marché unique et je ne pense pas que nous perdrons ce marché une fois le Royaume-Uni sorti.

**Lors du conseil des ministres, la Commission a proposé des modifications concernant le verdissement. Que pensez-vous de cette initiative ?**

La Commission est bien partie et prend la bonne direction. Or, en

Suite à la page 7



Suite de la page 6

retravaillant ces propositions, certains points n'ont vraiment pas été améliorés. Au contraire. À cause des procédures compliquées et des risques budgétaires importants du verdissement, beaucoup d'agriculteurs préfèrent miser sur la sécurité et abandonnent certains

champs, plutôt que de créer des surfaces d'intérêt écologique. Une simplification est absolument nécessaire.

Ce dilemme dépend également d'un mécanisme fiscal : les États membres gèrent leur comptabilité au niveau national, avant que celle-ci soit examinée par la Commission. Selon nous, il s'agit

de bureaucratie et de dépenses inutiles pour les pays. Pour se conformer aux exigences de la Commission, les 28 devront faire face à une bureaucratie de plus en plus envahissante. Il est nécessaire de disposer de plus de flexibilité sur place.

## La PAC doit encourager l'agriculture intelligente

Après 2020, l'UE devrait mobiliser la Politique agricole commune (PAC) pour introduire les technologies numériques nécessaires dans le secteur agricole, selon les experts en agriculture de précision.

Avec la demande croissante en produits agricoles et le besoin de protéger l'environnement, les autorités subissent une pression pour trouver des moyens innovants pour « produire plus avec moins ». En outre, la volatilité des prix sur les marchés agroalimentaires a souligné l'importance d'une amélioration de la compétitivité européenne à l'échelle mondiale pour que le secteur survive.

Certains acteurs ont donc déclaré que la PAC devrait tirer parti de l'actuelle « révolution numérique » pour introduire de nouvelles technologies dans le secteur. Les concepts d'agriculture « numérique » ou « de précision » sont à présent au cœur des discussions pour la prochaine PAC, qui couvrira la période 2021-2027.

L'agriculture de précision est fondée sur la gestion optimisée des apports d'un champ selon les besoins réels des cultures. Cela implique des technologies d'analyse de données, notamment des systèmes de type GPS, la télédétection



Several stakeholders claim that the EU CAP should take advantage of the ongoing "digital revolution". [Chafer Machinery / Flickr]

et Internet pour gérer les cultures et réduire l'utilisation d'engrais, de pesticides et d'eau.

Les directions générales des réseaux de communication (DG CONNECT) et de l'agriculture (DG AGRI) de la Commission se penchent actuellement sur l'agriculture numérique. Les fonds de recherche pour l'agriculture numérique seront disponibles grâce à un projet pilote, financé à hauteur de 30 millions d'euros, de l'alliance pour l'innovation dans le domaine de l'internet des objets (Alliance for Internet of Things Innovation, AIOTI).

Parallèlement, il y aura des appels d'offres pour des innovations agricoles à partir des données dans le cadre du fonds de recherche pour l'agriculture de l'enveloppe Défi sociétal 2 du programme Horizon 2020.

Cependant, il reste bien des obstacles à surmonter avant que le secteur puisse prendre le tournant « numérique », des possibilités de financement aux

capacités d'infrastructures et aux connaissances en construction.

### À la recherche d'idées innovantes

Le partenariat européen d'innovation « Productivité et développement durable de l'agriculture » (PEI-AGRI) représente l'instrument principal de la philosophie d'innovation du pilier pour le développement rural de la PAC. L'objectif fondamental est de créer une synergie entre Horizon 2020 et le développement rural et ainsi surmonter la frontière entre la recherche et la pratique.

Avec le PEI-AGRI, les acteurs locaux (agriculteurs, chercheurs, entreprises et ONG) se rencontrent et établissent des « groupes opérationnels » qui cherchent à trouver des solutions innovantes aux problèmes courants dans un pays ou une région.

Suite à la page 8

Suite de la page 7

Un groupe de discussion du PEI-AGRI s'est concentré sur l'intégration de l'agriculture de précision. Le rapport a souligné que l'agriculture de précision, entre autres, nécessitait la coopération de tous les acteurs du secteur, ainsi que la formation de conseillers spécialisés qui seraient capables de faire de l'innovation une réalité dans une exploitation.

« Une formation et sensibilisation régionales sont indispensables pour convaincre les conseillers et les petites et moyennes exploitations. Beaucoup d'agriculteurs pensent en effet que l'agriculture de précision n'est pas rentable pour les petites cultures », est-il écrit sur le rapport.

Présentant la situation actuelle de l'agriculture de précision dans l'UE, le rapport souligne que dans la culture de plein champ, les techniques de précision ont été largement adoptées par les agriculteurs d'Europe centrale et du nord pour maximiser la rentabilité.

En revanche, en Europe du sud où s'exerce une pression économique énorme dans le secteur agricole et où sévit une pénurie d'eau, le rapport a estimé que les techniques d'irrigation de précision sont « essentielles pour une bonne gestion ».

Jean-Paul Beens, chargé des affaires publiques et des relations industrielles chez le distributeur d'engrais Yara, a considéré que les recommandations pour mettre en œuvre ces idées à une échelle locale étaient insuffisantes.

« Vu la diversité de l'agriculture européenne [...] nous devons faire une analyse profonde à une échelle régionale, voire au niveau de chaque État membre. Appeler les États membres à soutenir des « programmes PNI-AGRI » [partenariats nationaux d'innovation agricoles] apporterait une amélioration de la productivité et de la durabilité de l'agriculture de précision européenne », a noté Jean-Paul Beens, citant la Suède en exemple. « Son approche et l'adoption d'outils agricoles comme le N-Sensor

[outil de gestion intraparcellaire] ont été mentionnés dans la liste faite dans le rapport finale du PEI-AGRI. »

### Des infrastructures à haut débit

Selon le Comité européen des groupements de constructeurs du machinisme agricole (CEMA), l'installation d'infrastructures rurales haut débit adaptées dans l'ensemble de l'UE est une condition essentielle d'une transformation inclusive et réussie de l'agriculture.

« Il y a toujours un retard dramatique concernant l'accès haut débit dans beaucoup de zones rurales et peu densément peuplées de l'UE », a expliqué le secrétaire générale du CEMA, Ulrich Adam.

Il a d'ailleurs ajouté qu'il fallait investir des efforts supplémentaires pour éviter un « clivage numérique » entre les zones urbaines et les zones rurales et atteindre les objectifs de l'UE pour que chaque entreprise et chaque foyer soit équipé d'un accès haut-débit d'au moins 30 Mb/s d'ici 2020.

Cependant, Yara, qui utilise l'agriculture de précision pour augmenter la précision de la production d'engrais, a développé des systèmes différents pour accéder à internet.

« Tant que l'agriculteur dispose d'une connexion internet à proximité, une sélection de nos outils fonctionnent de façon autonome, grâce aux réseaux de télécommunications », a en effet expliqué Jean-Paul Beens.

« En tant qu'entreprise internationale, nous sommes témoin de la créativité des agriculteurs pour s'adapter aux nouvelles technologies. Dans les pays moins développés, par exemple, les agriculteurs transmettent les données récupérées avec notre application quand ils se rendent chez leurs fournisseurs ou aux stations d'essence », a-t-il précisé.

### Des connaissances numériques

Pour que la transition numérique ait lieu dans le monde agricole et les zones rurales, des connaissances numériques sont nécessaires, selon le CEMA.

Alors que l'âge des agriculteurs européens augmente rapidement, avec une estimation de 8 % d'entre eux âgés de moins de 35 ans, l'introduction de nouvelles technologies pourrait se solder par une agriculture à « deux vitesses » dans l'UE.

C'est pourquoi le CEMA a souligné que le développement de connaissances numériques dans l'agriculture permettra de rendre les postes dans ce secteur plus dynamiques et plus attirants et devrait attirer des talents dans les zones rurales. « Nous avons besoin de politiques publiques qui aident les agriculteurs à accéder et investir dans les technologies numériques. Ici, la PAC d'après 2020 pourrait jouer un rôle important », a renchéri Ulrich Adam.

Pour Luc Vernet, conseiller principal du think tank Farm Europe, toutes les technologies ou les techniques innovantes sont mises en place par des pionniers, comme c'était le cas pour l'agriculture biologique au début des années 1990.

« Il est crucial que la PAC suive cette tendance, en prenant en compte le potentiel des techniques et des spécificités de l'agriculture européenne, composée de familles agricoles plus ou moins grandes. Pour que les agriculteurs prennent ce risque et entament le changement, ils ont besoin d'être accompagnés par un véritable soutien politique », a-t-il revendiqué.

Pour Yara, l'introduction de l'agriculture numérique peut être comparée à l'apparition des premiers programmes informatiques. « Tout le monde connaît les fonctionnalités de base, mais il faut encore explorer, maîtriser et exploiter les possibilités. Beaucoup d'agriculteurs ont acheté des équipements avec une technologie avancée, mais ils n'exploitent pas tout

Suite à la page 9



Suite de la page 8

leur potentiel », a expliqué Jean-Paul Beens.

L'entreprise de distribution d'engrais considère que la standardisation des plateformes technologiques ainsi qu'une approche différente des formations devraient être prioritaires. « Certains fournisseurs offrent une technologie incompatible avec d'autres outils. Le prochain défi serait donc la standardisation. »

## La PAC après 2020

Les décideurs politiques et les acteurs concernés ont déjà entamé les discussions pour la future PAC, après 2020.

Dans un document de prise de position, le CEMA a sommé les décideurs politiques de donner plus de flexibilité pour les piliers 1 (paiements directs) et 2 (développement rural) pour faciliter l'accès aux nouvelles technologies et leur assimilation.

« Il faut rétablir un mécanisme comparable aux articles 68 et 69 de l'ancienne PAC [2007-2013], permettant aux États membres de consacrer 10 % du budget pour le pilier 1 aux projets concernant particulièrement la productivité des exploitations agricoles », est-il écrit dans le document, précisant que ce mécanisme pouvait être appliqué pour les deux piliers, si le budget n'a pas été entièrement dépensé.

Le CEMA a également suggéré une augmentation notable (jusqu'à 15 % du budget total) pour la prochaine PAC (2021-2027) afin d'améliorer la recherche et le développement dans l'agriculture.

L'industrie de la machinerie industrielle va encore plus loin, revendiquant l'introduction d'un « bonus de productivité » dans le programme de verdissement.

« Le concept du bonus de productivité est simple : les agriculteurs qui parviennent à augmenter leur productivité tout en respectant

strictement les exigences devraient être récompensés », a expliqué Ulrich Adam, insistant sur le fait qu'un tel bonus devrait être calculé à partir du critère de la productivité globale des facteurs qui inclue le terrain, l'eau et la gestion de la production.

Farm Europe pense qu'au vu des faibles niveaux de rentabilité des exploitations agricoles européennes, l'agriculture numérique devrait être encouragée autant par des investissements que par un fort soutien politique.

« Les deux piliers de la PAC pourraient être mobilisés pour encourager les investissements dans de nouvelles techniques. Avec le verdissement, l'UE pourrait encourager l'agriculture numérique en reconnaissant ces technologies comme une réelle contribution aux objectifs climatiques », a expliqué Luc Vernet, soulignant qu'un plan d'investissement de grande envergure de l'UE pour les nouvelles technologies était nécessaire, avec les programmes de développement rural.

Il a également fait remarquer que la PAC devrait porter une attention particulière à la période de transition, toujours « délicate », en encourageant les agriculteurs à prendre des risques avec des programmes efficaces.

Outre ces trois étapes, l'UE devrait définir un agenda clair pour les années à venir. « Avec l'agriculture numérique, nous disposons d'un outil efficace pour modifier l'approche du verdissement de la PAC. Nous pouvons passer d'une approche lourde en démarches administratives à une approche fixant des objectifs clairs et assez souple pour que les agriculteurs décident de leur démarche pour atteindre les objectifs communs », conclut-il.

**Pour de plus amples informations sur les éditions spéciales d'EurActiv...**

Contactez-nous

**Natalie Sarkic-Todd**

natalie.sarkic-todd@euractiv.com  
tel. +32(0)2 788 36 63

**Sarantis Michalopoulos**

sarantis.michalopoulos@euractiv.com  
tel. +32 (0) 483577015